



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



BUDGET  
2018

**Juillet 2018**

  
MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -82,758 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2018 s'élève à -82,758 Md€ contre -81,860 Md€ à fin juillet 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,898 Md€) s'explique

essentiellement par une augmentation des dépenses hors R&D de 3,769 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de +2,919 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 204,978 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 6,329 Md€, essentiellement consacrés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » (6,275 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,812 Md€, notamment au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,676 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,810 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,956 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (4,510 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,163 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,835 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,122 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,021 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2018 s'élèvent à 204,978 Md€ contre 201,209 Md€ à fin juillet 2017. Cette évolution (+3,769 Md€) résulte principalement des hausses des dépenses de personnel de 1,287 Md€, des dépenses d'intervention de 0,925 Md€ (en raison

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,501 Md€, principalement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,215 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,023 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,670 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,910 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,728 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,149 Md€, principalement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,841 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,127 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,781 Md€).

d'une modification de l'échéancier de versement de la prime d'activité, au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes ») et des charges de la dette de l'Etat de 0,918 Md€.

## Recettes du budget général (nettes de R&D\*) : 147,973 Md€

### Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 14,426 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,438 Md€, dont les droits de mutation à titre gratuit pour 1,738 Md€ et les autres taxes intérieures pour 1,545 Md€ (principalement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,420 Md€, essentiellement les prélèvements de solidarité avec 1,143 Md€ et les retenues à la source et prélèvements sur revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes avec 1,015 Md€ ;

► **IR net** : 2,011 Md€ ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,388 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,238 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) avec -2,036 Md€ ;

► **IS net (hors CSB)** : -3,211 Md€, principalement lié à la constatation de R&D à hauteur de 4,214 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,575 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D\*) : 173,056 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2018 s'élèvent à 173,056 Md€ contre 176,303 Md€ à fin juillet 2017. Cette évolution (-3,247 Md€) s'explique notamment par un montant de remboursements et dégrèvements plus élevé de 10,187 Md€ par rapport à juillet 2017 (écart essentiellement lié aux remboursements de la contribution de 3 % sur les dividendes distribués, intervenus en 2018, pour 3,409 Md€ et à des remboursements et dégrèvements d'IS supérieurs de 3,904 Md€ à ceux enregistrés au 31 juillet 2017) et

à des encaissements d'IFI inférieurs de 2,950 Md€ à ceux de l'ISF en 2017, conformément à la prévision de la LFI 2018. Cet effet négatif est partiellement compensées par des hausses de TVA brute pour 3,862 Md€ (2,491 Md€ en net), d'IR brut pour 1,800 Md€ (0,727 Md€ en net), d'IS brut pour 1,995 Md€ (-1,98 Md€ en net) et de droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,862 Md€ (principalement au titre des droits de mutation à titre gratuit avec 1,099 Md€).

## Recettes non fiscales : 7,317 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2018 s'élèvent à 7,317 Md€ contre 3,375 Md€ à fin juillet 2017. Cette évolution (+3,942 Md€) s'explique essentiellement par des dividendes et recettes

assimilées en hausse de 3,787 Md€ à ce stade de l'année (principalement en raison du décalage calendaire de l'encaissement des dividendes BDF, intervenus au mois d'août, en 2017).

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -34,137 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juillet 2018 s'élèvent à -34,137 Md€ contre -33,882 Md€ à fin juillet 2017.

Cette évolution (-0,255 Md€) s'explique par des versements à l'Union européenne en hausse de 1,144

Md€, conformément à la LFI 2018.

Cette augmentation est partiellement compensée par des prélèvements au profit des collectivités territoriales en baisse de 0,890 Md€, conformément à la LFI 2018.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -25,752 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,531 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,182 Md€ (notamment au titre des mensualisations de taxes foncières et de taxes d'habitation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 6,365 Md€ correspondant aux paiements des intérêts et de la charge d'indexation du capital ainsi que des recettes pour également 6,365 Md€, essentiellement au titre de l'abondement du budget général ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juillet 2018 s'élève à -25,752 Md€ contre -28,671 Md€ à fin juillet 2017.

Cette évolution (+2,919 Md€) s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers (+5,065 Md€, principalement en raison de remboursements des avances versées à l'ASP au titre du préfinancement des aides communautaires de la PAC, plus précoces qu'en 2017) et l'amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale (+1,743 Md€, écart lié aux augmentations de capital d'EDF pour 3 Md€ et de

► Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » présente des dépenses pour 1,390 Md€ relatives à la répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage ;

► Le compte « **Transition énergétique** » mentionne des dépenses pour 0,490 Md€ relatives au désendettement vis-à-vis des opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité et des recettes pour également 0,490 Md€ correspondant à des versements de recettes de TICPE.

New Areva Holding SA pour 2,50 Md€, en 2017, en partie compensées, la même année, par la réduction de capital de la SOGEPa de 1,90 Md€ et par un abondement du BG de 1,50 Md€, impactant le compte « Participations financières de l'Etat ». Cette amélioration est partiellement compensée par la diminution du solde des comptes de commerce pour -3,919 Md€, principalement le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en baisse de -3,892 Md€ en raison de la recette constatée lors du solde du compte de la COFACE en janvier 2017).

## Dettes financières de l'Etat au 31 juillet : 1 755,878 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de

remboursements de 65,174 Md€). Les montants nets des BTf ont diminué de 2,170 Md€.



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page	
	Juillet	2018	2017 retraité 2017 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-23 892</b>	<b>-82 758</b>	-81 860	-83 843	5
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>33 401</b>	<b>204 978</b>	201 209	200 695	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>16 859</b>	<b>147 973</b>	148 020	145 524	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	2 011	47 872	47 145	47 145	
- IS *	-3 211	7 675	9 583	9 583	
- TVA	14 426	90 726	88 235	89 629	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-7 351</b>	<b>-25 752</b>	-28 671	-28 671	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>6 948</b>	<b>117 529</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>9 433</b>	<b>1 755 878</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Dépenses de personnel	10 547	76 236	74 949	74 963
Dépenses de fonctionnement	8 020	35 784	35 388	35 153
Charges de la dette de l'Etat	6 275	26 423	25 505	25 505
Dépenses d'investissement	1 308	7 134	6 815	6 815
Dépenses d'intervention	7 182	57 456	56 531	56 239
Dépenses d'opérations financières	70	952	1 029	1 029
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>33 401</b>	<b>204 978</b>	<b>201 209</b>	<b>200 695</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	21 269	173 056	176 303	176 103
Recettes non fiscales	747	7 317	3 375	3 375
Prélèvements sur recettes	-5 812	-34 137	-33 882	-36 179
Fonds de concours	655	1 737	2 224	2 224
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>16 859</b>	<b>147 973</b>	<b>148 020</b>	<b>145 524</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>22 672</b>	<b>182 109</b>	<b>181 902</b>	<b>181 702</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-16 541</b>	<b>-57 005</b>	<b>-53 189</b>	<b>-55 172</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 302	2 439	696	696
Solde des comptes de concours financiers	-6 183	-28 635	-33 700	-33 700
Solde des comptes de commerce	102	399	4 318	4 318
Solde des comptes d'opérations monétaires	33	1 725	-197	-197
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-7 351</b>	<b>-25 752</b>	<b>-28 671</b>	<b>-28 671</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-23 892</b>	<b>-82 758</b>	<b>-81 860</b>	<b>-83 843</b>



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2018	2017 retraité	2017 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 547</b>	<b>76 236</b>	<b>74 949</b>	<b>74 963</b>
Rémunérations d'activité	6 136	43 652	42 604	42 612
Cotisations et contributions sociales	4 366	32 139	31 928	31 933
Prestations sociales et allocations diverses	44	445	418	418
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>22 854</b>	<b>128 742</b>	<b>126 260</b>	<b>125 732</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>992</b>	<b>991</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>8 020</b>	<b>35 784</b>	<b>35 388</b>	<b>35 153</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 300	14 503	15 220	15 056
Subventions pour charges de service public	5 720	21 282	20 168	20 097
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>6 275</b>	<b>26 423</b>	<b>25 505</b>	<b>25 505</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	6 275	26 423	25 505	25 505
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 308</b>	<b>7 134</b>	<b>6 815</b>	<b>6 815</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 129	5 566	5 301	5 301
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	179	1 568	1 514	1 514
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>7 182</b>	<b>57 456</b>	<b>56 531</b>	<b>56 239</b>
Transferts aux ménages	3 586	29 549	27 698	27 532
Transferts aux entreprises	916	9 554	10 017	10 156
Transferts aux collectivités territoriales	676	5 090	5 018	5 095
Transferts aux autres collectivités	1 996	13 243	13 776	13 435
Appels en garantie	7	22	22	22
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>70</b>	<b>952</b>	<b>1 029</b>	<b>1 029</b>
Prêts et avances	5	51	278	278
Dotations en fonds propres	65	332	312	312
Dépenses de participations financières	0	569	439	439
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>33 401</b>	<b>204 978</b>	<b>201 209</b>	<b>200 695</b>





unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2018		Cumul à fin juillet 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES <sup>(1)</sup></b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants <sup>(1)</sup>	0	0	1	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>412</b>	<b>217</b>	<b>2 028</b>	<b>1 720</b>	<b>1 562</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	199	137	1 133	1 033	956
Diplomatie culturelle et d'influence	157	25	642	441	394
Français à l'étranger et affaires consulaires	56	56	252	245	213
Présidence française du G7 <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>272</b>	<b>269</b>	<b>1 650</b>	<b>1 628</b>	<b>1 658</b>
Administration territoriale	153	147	991	956	950
Vie politique, culturelle et associative	35	34	128	128	168
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	85	87	531	545	540
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>132</b>	<b>160</b>	<b>1 828</b>	<b>1 672</b>	<b>1 412</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture <sup>(2)</sup>	38	70	1 154	1 027	723
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	43	39	313	289	334
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	51	51	361	356	355
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>414</b>	<b>401</b>	<b>1 483</b>	<b>1 879</b>	<b>1 670</b>
Aide économique et financière au développement	9	6	230	673	606
Solidarité à l'égard des pays en développement	405	394	1 254	1 206	1 063
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>7</b>	<b>52</b>	<b>1 952</b>	<b>1 848</b>	<b>1 843</b>
Liens entre la Nation et son armée	2	10	33	24	23
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	28	1 829	1 755	1 764
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	15	91	69	56
<b>COHESION DES TERRITOIRES <sup>(3)</sup></b>	<b>317</b>	<b>1 127</b>	<b>15 756</b>	<b>11 110</b>	<b>11 315</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	199	219	1 221	1 030	919
Aide à l'accès au logement	5	781	13 817	9 513	9 860
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	38	26	312	207	184
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	17	23	88	85	80
Interventions territoriales de l'Etat	10	6	15	21	28
Politique de la ville	47	72	303	255	244
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>53</b>	<b>53</b>	<b>393</b>	<b>391</b>	<b>381</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	36	35	225	226	216
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	126	124	123
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>303</b>	<b>294</b>	<b>2 068</b>	<b>1 554</b>	<b>1 561</b>
Patrimoines	58	58	639	425	441
Création	129	115	689	467	477
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	117	121	740	663	643
<b>DEFENSE</b>	<b>3 876</b>	<b>4 163</b>	<b>23 911</b>	<b>26 268</b>	<b>25 972</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	93	185	830	902	895
Préparation et emploi des forces	727	1 021	5 063	5 345	4 996
Soutien de la politique de la défense	1 795	1 835	13 416	13 542	13 462
Equipement des forces	1 261	1 122	4 601	6 479	6 619
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>162</b>	<b>173</b>	<b>781</b>	<b>747</b>	<b>752</b>
Coordination du travail gouvernemental	69	68	342	310	320
Protection des droits et libertés	22	23	66	66	66
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	71	83	373	372	366



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2018		Cumul à fin juillet 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>519</b>	<b>1 040</b>	<b>9 609</b>	<b>7 954</b>	<b>7 662</b>
Infrastructures et services de transports	258	362	3 406	3 039	2 760
Affaires maritimes <sup>(2)</sup>	5	12	93	66	89
Paysages, eau et biodiversité	12	18	94	85	167
Expertise, information géographique et météorologie	6	125	375	370	374
Prévention des risques	18	18	584	404	344
Energie, climat et après-mines	4	96	310	304	458
Service public de l'énergie	0	166	2 931	1 865	1 642
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	216	243	1 815	1 820	1 827
<b>ECONOMIE</b>	<b>196</b>	<b>193</b>	<b>1 347</b>	<b>1 179</b>	<b>2 669</b>
Développement des entreprises et régulations <sup>(2)</sup>	137	141	723	569	2 048
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	44	37	280	271	265
Stratégie économique et fiscale	15	14	345	340	356
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>6 287</b>	<b>6 329</b>	<b>26 668</b>	<b>26 743</b>	<b>25 788</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	6 275	6 275	26 423	26 423	25 505
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	7	7	22	22	22
Epargne	5	0	81	76	74
Majoration de rentes	0	47	142	142	117
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	70
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 626</b>	<b>5 812</b>	<b>42 911</b>	<b>42 660</b>	<b>41 813</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 808	1 810	12 785	12 783	12 526
Enseignement scolaire public du second degré	2 664	2 676	19 325	19 321	19 004
Vie de l'élève	281	344	3 720	3 617	3 502
Enseignement privé du premier et du second degrés	564	651	4 802	4 789	4 703
Soutien de la politique de l'éducation nationale	205	232	1 411	1 290	1 255
Enseignement technique agricole	104	100	870	860	823
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>890</b>	<b>895</b>	<b>6 409</b>	<b>6 266</b>	<b>6 227</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	630	630	4 821	4 670	4 647
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	107	117	526	595	593
Facilitation et sécurisation des échanges	131	130	899	875	864
Fonction publique	22	17	163	126	123
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>76</b>	<b>176</b>	<b>927</b>	<b>811</b>	<b>682</b>
Immigration et asile	64	164	768	665	587
Intégration et accès à la nationalité française	12	12	159	146	95
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 485</b>	<b>999</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	650	118	0
Valorisation de la recherche	0	0	1 850	201	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	985	680	0
<b>JUSTICE</b>	<b>411</b>	<b>695</b>	<b>4 968</b>	<b>4 942</b>	<b>4 827</b>
Justice judiciaire	273	297	2 051	2 029	1 932
Administration pénitentiaire	42	278	1 764	1 878	1 922
Protection judiciaire de la jeunesse	56	68	534	462	458
Accès au droit et à la justice	8	9	350	348	310
Conduite et pilotage de la politique de la justice	33	42	267	224	203
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	3	2	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>-3</b>	<b>14</b>	<b>397</b>	<b>334</b>	<b>303</b>
Presse et médias	-8	7	167	175	137
Livre et industries culturelles	5	7	230	159	166
<b>OUTRE-MER</b>	<b>96</b>	<b>85</b>	<b>1 515</b>	<b>1 242</b>	<b>1 270</b>
Emploi outre-mer	21	30	1 177	959	908
Conditions de vie outre-mer	75	55	338	283	362



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2018		Cumul à fin juillet 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>992</b>	<b>992</b>	<b>991</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>1 204</b>	<b>4 956</b>	<b>25 268</b>	<b>20 236</b>	<b>19 523</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	107	4 510	12 965	11 076	10 874
Vie étudiante	361	38	2 151	1 608	1 635
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	688	136	6 567	4 552	3 865
Recherche spatiale	0	16	1 567	1 191	1 062
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	201	1 026	1 031	1 294
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	20	21	480	465	472
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	175	63	83
Recherche culturelle et culture scientifique	7	7	106	41	39
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	28	231	209	199
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>1</b>	<b>521</b>	<b>5 104</b>	<b>4 066</b>	<b>4 135</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	339	3 104	2 666	2 622
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	495	483
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 244	905	1 031
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>467</b>	<b>300</b>	<b>2 697</b>	<b>2 407</b>	<b>2 238</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	455	282	2 551	2 213	1 864
Concours spécifiques et administration	12	18	146	194	374
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>12 635</b>	<b>12 603</b>	<b>73 658</b>	<b>73 602</b>	<b>63 415</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	12 338	12 305	70 542	70 486	60 611
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	298	298	3 116	3 116	2 804
<b>SANTE</b>	<b>12</b>	<b>30</b>	<b>1 242</b>	<b>912</b>	<b>847</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	12	30	380	213	234
Protection maladie	0	0	862	699	613
<b>SECURITES</b>	<b>1 636</b>	<b>1 670</b>	<b>12 374</b>	<b>11 706</b>	<b>11 330</b>
Police nationale	888	910	6 337	6 183	5 960
Gendarmerie nationale	720	728	5 438	5 216	5 090
Sécurité et éducation routières	2	3	20	14	13
Sécurité civile	26	28	580	294	267
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>180</b>	<b>2 501</b>	<b>18 354</b>	<b>12 697</b>	<b>11 313</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	91	1 023	6 220	3 976	2 854
Handicap et dépendance	2	1 215	10 999	7 710	7 424
Egalité entre les femmes et les hommes	4	4	18	15	13
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	82	259	1 117	997	1 023
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>24</b>	<b>126</b>	<b>768</b>	<b>617</b>	<b>512</b>
Sport	18	36	214	184	223
Jeunesse et vie associative	6	89	497	402	288
Jeux olympiques et paralympiques 2024 <sup>(1)</sup>	0	0	56	31	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>683</b>	<b>1 149</b>	<b>10 447</b>	<b>9 395</b>	<b>10 953</b>
Accès et retour à l'emploi	525	841	4 726	4 722	5 691
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	94	243	5 181	4 224	4 819
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	5	3	136	55	64
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	62	404	393	378
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>36 889</b>	<b>46 003</b>	<b>300 992</b>	<b>278 580</b>	<b>264 624</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>24 253</b>	<b>33 401</b>	<b>227 334</b>	<b>204 978</b>	<b>201 209</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2018

<sup>(2)</sup> Changement de libellé en LFI 2018

<sup>(3)</sup> Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>4 456</b>	<b>51 197</b>	<b>49 397</b>	<b>49 397</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>451</b>	<b>1 374</b>	<b>1 239</b>	<b>1 239</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>1 035</b>	<b>34 469</b>	<b>32 500</b>	<b>32 500</b>
Impôt sur les sociétés	1 003	33 739	31 744	31 744
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	32	730	757	757
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>2 420</b>	<b>6 749</b>	<b>10 627</b>	<b>9 110</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	159	611	639	639
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 015	3 060	2 929	2 929
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière <sup>(2)</sup>	55	436	3 386	3 386
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	2	128	77	77
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	2	14	14
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	8	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	16	18	18
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	10	50	45	45
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	12	192	281	281
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	2	2
Prélèvements de solidarité <sup>(1)</sup>	1 143	1 661	1 497	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	5	5
Recettes diverses	18	581	1 725	1 705
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 388</b>	<b>6 651</b>	<b>5 462</b>	<b>5 831</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>19 684</b>	<b>124 022</b>	<b>120 160</b>	<b>121 554</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>4 438</b>	<b>22 196</b>	<b>20 334</b>	<b>19 889</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	77	348	267	267
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	22	96	103	103
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	9	10	10



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	356	1 555	1 439	1 439
Mutations à titre gratuit par décès	1 382	7 602	6 619	6 619
Contribution de sécurité immobilière	73	431	405	405
Autres conventions et actes civils	62	302	298	298
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	53	294	249	249
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	21	94	90	90
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	118	138	138
Timbre unique	37	159	173	173
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 545	6 901	6 510	6 510
Autres droits et recettes accessoires	0	12	3	3
Amendes et confiscations	3	23	23	23
Taxe générale sur les activités polluantes	244	514	276	15
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	9	97	96	96
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	31	28	28
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	30	30	30
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	24	24
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	197	1 249	1 268	1 219
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	63	419	408	408
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	45	249	252	252
Prélèvement sur les paris sportifs	60	263	192	171
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	38	33	33
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	113	536	530	530
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	41	200	267	154
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>33 872</b>	<b>246 658</b>	<b>239 719</b>	<b>239 519</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>21 269</b>	<b>173 056</b>	<b>176 303</b>	<b>176 103</b>



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>138</b>	<b>4 058</b>	<b>271</b>	<b>271</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	2 637	6	6
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	351	237	237
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	134	1 066	28	28
Autres dividendes et recettes assimilées	4	4	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>206</b>	<b>819</b>	<b>804</b>	<b>804</b>
Revenus du domaine public non militaire	20	122	74	74
Autres revenus du domaine public	0	5	127	127
Revenus du domaine privé	3	43	0	0
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	11	101	115	115
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	171	540	480	480
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	8	7	7
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>101</b>	<b>626</b>	<b>547</b>	<b>547</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	31	171	183	183
Autres frais d'assiette et de recouvrement	68	440	351	351
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	1	9	8	8
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>30</b>	<b>186</b>	<b>211</b>	<b>211</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	37	41	41
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	2	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	2	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	6	29	32	32
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	10	93	114	114
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	7	17	12	12



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>58</b>	<b>714</b>	<b>593</b>	<b>593</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	7	135	265	265
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	20	27	27
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	7	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	45	494	238	238
Frais de poursuite	1	6	5	5
Frais de justice et d'instance	1	6	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>213</b>	<b>914</b>	<b>948</b>	<b>948</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	102	232	206	206
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	28	123	119	119
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	4	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	6	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	4	4
Récupération d'indus	4	16	17	17
Recouvrements après admission en non-valeur	12	76	80	80
Divers versements de l'Union européenne	0	6	10	10
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	31	11	11
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	14	19	19
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	31	198	141	141
Produits divers	18	64	252	252
Autres produits divers	9	133	76	76
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>747</b>	<b>7 317</b>	<b>3 375</b>	<b>3 375</b>



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-4 238</b>	<b>-22 336</b>	<b>-23 226</b>	<b>-25 522</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 036	-16 759	-17 244	-19 540
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-3	-6	-6
<b>Dotation</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-377	-1 649	-1 466	-1 466
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-693	-745	-1 095	-1 095
<b>Dotation</b> élu local	-29	-62	-62	-62
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-30	-26	-26
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-1	-1
<b>Dotation</b> départementale d'équipement des collèges	-254	-254	-237	-237
<b>Dotation</b> régionale d'équipement scolaire	-367	-367	-459	-459
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotation</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-255	-1 803	-1 862	-1 862
<b>Dotation</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-191	-221	-262	-262
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	-28	-28
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-1	-2	-2
<b>Dotation</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-8	-58	-48	-48
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-24	-297	-347	-347
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-87	-82	-82
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 575</b>	<b>-11 800</b>	<b>-10 656</b>	<b>-10 656</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 812</b>	<b>-34 137</b>	<b>-33 882</b>	<b>-36 179</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	584	1 559	2 078	2 078
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	71	178	146	146
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>655</b>	<b>1 737</b>	<b>2 224</b>	<b>2 224</b>





unité : million d'€.

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>7 234</b>	<b>5 932</b>	<b>42 648</b>	<b>47 378</b>	<b>45 086</b>	<b>48 074</b>	<b>2 439</b>	<b>696</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	32	64	245	159	336	208	90	49
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	33	159	700	642	972	1 000	272	358
Développement agricole et rural	45	3	61	29	113	111	52	81
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	23	31	158	185	219	221	61	35
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 390	2	1 390	1 435	1 650	1 561	259	126
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	33	48	178	150	212	199	34	49
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	148	183	148	183
Participations financières de l'Etat	40	38	1 700	7 934	753	4 755	-947	-3 179
Pensions	5 147	5 096	33 559	33 019	35 463	35 343	1 904	2 324
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	351	400	407	358	56	-42
Transition énergétique	490	490	4 305	3 425	4 813	4 137	509	712
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 946</b>	<b>3 763</b>	<b>71 735</b>	<b>68 853</b>	<b>43 100</b>	<b>35 153</b>	<b>-28 635</b>	<b>-33 700</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	60	400	8 185	7 246	7 309	84	-876	-7 162
Avances à l'audiovisuel public	325	172	2 272	2 293	1 342	1 360	-930	-933
Avances aux collectivités territoriales	9 531	3 182	60 305	59 179	34 258	33 431	-26 047	-25 747
Prêts à des Etats étrangers	15	3	921	135	179	190	-742	55
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	15	6	52	0	12	88	-40	88
<b>Comptes de commerce</b>	<b>6 642</b>	<b>6 744</b>	<b>29 203</b>	<b>29 252</b>	<b>29 602</b>	<b>33 570</b>	<b>399</b>	<b>4 318</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	54	120	334	331	438	415	104	84
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	14	94	92	93	99	-2	7
Couverture des risques financiers de l'Etat	58	58	702	1 360	702	1 360	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	130	57	259	261	352	389	92	129
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	6 365	6 365	27 557	26 838	27 557	26 853	0	15
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	1	4	0	0	-1	-4
Opérations commerciales des domaines	4	8	26	26	39	41	12	15
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	13	15	13	3	-1	-12
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	1	0	1	0
Soutien financier au commerce extérieur	14	119	215	325	408	4 410	193	4 085
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>37</b>	<b>70</b>	<b>491</b>	<b>857</b>	<b>2 215</b>	<b>660</b>	<b>1 725</b>	<b>-197</b>
Emission des monnaies métalliques	5	36	92	91	134	147	42	56
Opérations avec le Fonds Monétaire International	30	30	395	715	2 074	504	1 679	-211
Pertes et bénéfiques de change	3	4	3	52	7	10	4	-42
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>23 859</b>	<b>16 508</b>	<b>144 076</b>	<b>146 340</b>	<b>120 003</b>	<b>117 459</b>	<b>-24 073</b>	<b>-28 882</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>23 829</b>	<b>16 478</b>	<b>143 681</b>	<b>145 626</b>	<b>117 929</b>	<b>116 954</b>	<b>-25 752</b>	<b>-28 671</b>



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2018
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	431	7	438
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	68	496
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>870</b>	<b>74</b>	<b>944</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	2 304	1 884	4 188
	Départements	6 292	-253	6 040
	Communes	24 371	-40	24 331
	HLM	343	-55	288
	Autres	23 822	-320	23 502
	<b>Total CEPL</b>	<b>57 132</b>	<b>1 218</b>	<b>58 350</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 103</b>	<b>-260</b>	<b>4 843</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	1 442	12 858
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	1 544	5 754
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	3 127	6 359
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	484	1 655
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>20 029</b>	<b>6 597</b>	<b>26 626</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>9 155</b>	<b>2 954</b>	<b>12 109</b>	
<b>Union européenne</b>	<b>3 767</b>	<b>-1 271</b>	<b>2 496</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	56	-5	51	
GIP	780	177	957	
EPL	2 371	789	3 160	
Autres correspondants	7 745	235	7 979	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-49	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>11 001</b>	<b>1 146</b>	<b>12 148</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>107 058</b>	<b>10 457</b>	<b>117 515</b>	
Comptes à terme	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>18</b>	<b>-3</b>	<b>15</b>
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>18</b>	<b>-3</b>	<b>15</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>107 076</b>	<b>10 454</b>	<b>117 530</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>107 075</b>	<b>10 454</b>	<b>117 529</b>



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2018
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 686 132</b>	<b>63 004</b>	<b>1 749 137</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 559 659</b>	<b>65 174</b>	<b>1 624 834</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	65 174	1 624 834
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 357 885	56 407	1 414 292
- <i>taux variable</i>	181 658	8 561	190 218
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>126 473</b>	<b>-2 170</b>	<b>124 303</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	-2 170	124 303
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>7 169</b>	<b>-428</b>	<b>6 741</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 693 301</b>	<b>62 576</b>	<b>1 755 878</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.